

CONDITIONS GENERALES D'ABONNEMENT AUX OFFRES CANALPRO LIEUX PUBLICS (BARSAT) SEPTEMBRE 2018

CANAL PRO

Le Contrat d'Abonnement aux offres CANALPRO LIEUX PUBLICS (BARSAT), ci-après « l'Abonnement » est conclu par l'abonné avec la société GROUPE CANAL+ (ci-après dénommée « CANAL+ ») - RCS Nanterre 420 624 777 - qui exploite l'offre de programmes de télévision des produits CANAL+.

ARTICLE 1 - OBJET DE L'ABONNEMENT

L'Abonnement peut être souscrit par tout lieu public (magasins, boutiques, aéroports, gares, bars, entreprises, institutions telles que les mairies, préfectures etc...), domicilié en France Métropolitaine, en Corse et à Monaco à l'exclusion des offres RMC Sport et permet une diffusion dans ces lieux des programmes (ci-après dénommés "les Programmes") des chaînes incluses dans l'Abonnement.

Les collectivités (hôtels, résidences hôtelières, cliniques, hôpitaux, maisons de retraite/EHPAD et ses lieux de vie et d'animation, résidences service ou tout établissement de cette nature) disposant déjà d'un contrat d'abonnement CANALPRO COLLECTIVITES peuvent souscrire à l'Abonnement en option pour leurs parties communes (bars, salons, salles de réception et d'accueil, restaurants, lobby des hôtels...) dans les conditions visées à l'article 13 des présentes Conditions Générales.

Les hôtels ainsi que les résidences de tourisme, auberges de jeunesse, chambres d'hôtes, résidences d'étudiants, ainsi que les campings 4 à 5* (selon la définition Atout France) et qui ne disposent pas d'un contrat d'abonnement CANALPRO COLLECTIVITES, peuvent souscrire à l'Abonnement pour leurs parties communes (bars, salons, salles de réception et d'accueil, restaurants, lobby des hôtels...), uniquement dans le cadre de la formule qui leur est réservée et dénommée offre « Pack lieux d'hébergement ».

Il est précisé que la formule d'Abonnement CANALPRO LIEUX PUBLICS (BARSAT) PASSION PMU est exclusivement destinée aux Titulaires de Points P.M.U.

Dans le cadre de l'abonnement CANALPRO Lieux Publics (BARSAT), CANAL+ agit tant pour son compte que pour le compte des titulaires des droits d'exploitation télévisuelle des chaînes ou compétitions sportives ou émissions concernées. Pour ce qui concerne la chaîne EQUIDIA, il est précisé que le droit de procéder à une représentation du Programme EQUIDIA dans leur établissement est concédé :

- aux Titulaires de Points P.M.U ayant souscrit un contrat d'Abonnement, CANAL+ agissant en qualité de mandataire du P.M.U. qui est lui-même mandataire des Sociétés de Courses, titulaires des droits d'exploitation télévisuelle du Programme EQUIDIA ;
- aux Centres Equestres.

ARTICLE 2 - PROGRAMMATION

2.1 En raison de la durée des accords conclus avec les éditeurs des chaînes auxquelles donne accès l'Abonnement CANALPRO LIEUX PUBLICS (BARSAT) et avec les titulaires des droits de diffusion des compétitions sportives et des émissions auxquelles donne accès l'Abonnement CANALPRO LIEUX PUBLICS (BARSAT), CANAL+ est susceptible de ne plus être en mesure en cours de contrat d'assurer la diffusion d'une ou plusieurs des chaînes, de tout ou partie d'une ou plusieurs des compétitions sportives et/ou d'une ou plusieurs des émissions proposées dans le cadre des formules d'Abonnement CANALPRO LIEUX PUBLICS (BARSAT). CANAL+ ne saurait être tenue pour responsable de l'annulation ou du report d'un match, quelle qu'en soit la cause.

2.2 CANAL+ n'étant pas éditeur des chaînes et/ou des émissions auxquelles donne accès l'abonnement CANALPRO LIEUX PUBLICS (BARSAT), elle ne saurait en aucun cas être tenue pour responsable du contenu de ces chaînes et/ou émissions ou de la modification en tout ou partie de celui-ci et/ou de la perte d'exclusivité ou du retrait de ces chaînes.

2.3 CANAL+ n'assurant pas elle-même la diffusion des Programmes auxquels donne accès l'Abonnement elle ne saurait être tenue pour responsable des dommages directs ou indirects, dus à une panne, un retard ou une interruption dans la diffusion, la retransmission, ou la réception desdits Programmes.

CANAL+ ne saurait, en particulier être tenue pour responsable en cas d'interruption de fonctionnement temporaire ou définitive du système satellitaire ASTRA, ou de tout autre système satellitaire qui pourrait lui succéder, quelle qu'en soit la cause, notamment pendant les périodes de conjonctions solaires ou lunaires.

ARTICLE 3 - AUTORISATIONS ET PAIEMENTS NECESSAIRES

Pour la représentation des Programmes auxquels donne accès le contrat d'Abonnement CANALPRO LIEUX PUBLICS (BARSAT), l'abonné doit d'une part faire son affaire personnelle de l'obtention des autorisations requises auprès des sociétés d'auteurs et, de manière générale, de toute société de gestion collective des droits d'auteurs et droits voisins compétentes à cet égard et d'autre part assumer seul le paiement des droits exigibles à ce titre, sans pouvoir prétendre à aucun remboursement de CANAL+. La responsabilité de CANAL+ ne pourra, en aucun cas, être recherchée à cet égard. Cette disposition est une condition essentielle et déterminante du présent contrat d'Abonnement.

L'abonné s'engage à transmettre à CANAL+, sur simple demande, un justificatif de l'obtention desdites autorisations et du paiement desdits droits.

L'abonné garantit en conséquence CANAL+ contre tous recours, actions et réclamations que pourraient faire valoir des tiers du fait de la non-obtention des autorisations prévues ci-dessus et/ou du non-paiement des droits y afférents.

Dans le cas où l'abonné n'aurait pas obtenu lesdites autorisations et/ou payé lesdits droits, il s'expose d'une part aux recours des titulaires des droits d'exploitation télévisuelle des Programmes auxquels donne accès le contrat d'Abonnement et d'autre part à la résiliation du contrat dans les conditions de l'article 10.

ARTICLE 4 - MODALITES D'ACCES AUX PROGRAMMES SUR TV

4.1 Modalités générales

4.1.1 L'abonné peut avoir accès aux programmes de l'Abonnement sur TV :

- en mode numérique par satellite Astra 19° 2 Est (ci-après dénommé "Abonné par satellite"),
- en mode numérique via le réseau filaire, notamment ADSL ou fibre optique (ci-après dénommé "Abonné par le réseau filaire"), à l'exception des offres RMC Sport.

4.1.2 On entend par « Opérateur Tiers » toute société exploitant une offre de services reposant sur la technologie liée aux réseaux filaires ci-après désignée « Réseaux Filaires » (ADSL, fibre optique, câble...), qui permet la diffusion de services audiovisuels accessibles sur le téléviseur via un réseau tiers.

La souscription d'un Abonnement via un Opérateur Tiers établit des relations juridiques distinctes et indépendantes de celles pouvant exister entre l'abonné et CANAL+. En cas de disparition ou de modification du mode de réception choisi par l'abonné ou de résiliation de son contrat avec l'Opérateur Tiers l'abonné s'engage à informer CANAL+ du nouveau mode de réception et/ou du nouvel Opérateur tiers par lequel il souhaite recevoir les programmes de son Abonnement pour la durée du contrat d'Abonnement restant à courir.

4.2 Sur TV par le Satellite

4.2.1 Réception du signal

Pour recevoir l'Abonnement sur TV par le Satellite et les Réseaux Filaires, l'abonné doit disposer, par ses propres moyens d'une antenne satellite individuelle ou être raccordé à une parabole de réception satellitaire collective permettant de capter les programmes diffusés par le système satellitaire ASTRA ou tout système qui pourrait lui succéder, ou le cas échéant être abonné au Service TV de l'Opérateur Tiers et disposer d'un décodeur TV remis par l'Opérateur Tiers.

4.2.2 Carte d'Abonnement

CANAL+ fournira une carte numérique (ci-après dénommée « Carte d'Abonnement CANAL ») à l'abonné, sauf pour les Abonnements conclus par l'intermédiaire d'un Opérateur Tiers, pour lesquels la carte ou le système d'accès à l'Abonnement est fourni par ledit Opérateur Tiers.

Cette Carte d'Abonnement CANAL constitue un module qui identifie techniquement et individualise la gestion de l'abonné par CANAL+ et donne accès à un ensemble de programmes qui ne peuvent être dissociés. Elle demeure la propriété insaisissable, inaliénable et incessible de CANAL+ qui se réserve la faculté de la remplacer, à tout moment, pour quelque cause que ce soit, selon des modalités qui seront alors précisées à l'abonné.

L'abonné est seul responsable de l'utilisation et de la conservation de la Carte d'Abonnement CANAL. L'abonné autorise CANAL+ à rechercher et détecter, par quelque moyen que ce soit, toute tentative d'usage ou tout usage anormal ou frauduleux de la Carte d'Abonnement CANAL (y compris sa déduplication). La détection d'une telle pratique anormale ou frauduleuse, entraîne l'invalidation immédiate et sans préavis de la Carte d'Abonnement CANAL, et ce, sans préjudice des poursuites judiciaires et/ou des sanctions contractuelles et légales applicables en pareille circonstance.

4.2.3 Décodeur

CANAL+ généralisant la réception par les Abonnés de leurs programmes en haute définition (HD), l'abonné doit disposer, pour la réception de l'Abonnement sur TV, d'un décodeur compatible et de ses accessoires, qui diffèrent selon le type d'Abonnement souscrit. Un décodeur inclut une carte, une télécommande, un cordon secteur équipé le cas échéant d'un transformateur ou un bloc alimentation, et selon le cas, un cordon HDMI, un cordon péritel, un cordon rallonge téléphonique, nécessaires à la réception des programmes. Ce décodeur est mis à disposition par CANAL+ ou toute autre personne désignée par elle au titre d'une location, pour un Abonnement par satellite (ci-après dénommé « Décodeur CANAL »). Cette mise à disposition est consentie exclusivement à titre d'accessoire de l'Abonnement.

4.3 Sur TV par les Réseaux Filaires

Pour recevoir l'Abonnement par les Réseaux Filaires, l'abonné doit être abonné au Service TV de l'Opérateur Tiers et disposer d'un décodeur TV remis par l'Opérateur Tiers, le tout tel que décrit dans les Conditions Générales de Vente de ce dernier, et disposer d'un débit suffisant à la réception des programmes de l'Abonnement via les réseaux filaires de l'Opérateur Tiers.

CANAL+ n'intervient à aucun moment dans la mise à disposition, l'installation, l'utilisation, la maintenance, la restitution, la tarification ou dans tout autre acte de gestion concernant le décodeur TV et/ou le disque dur. Le décodeur TV et/ou le disque dur étant mis à la disposition de l'abonné par l'Opérateur Tiers et/ou tout autre fournisseur, la responsabilité de CANAL+ ne pourra en aucun cas être engagée à ce titre.

4.4 Enregistrement des Programmes sur TV

4.4.1 Pour enregistrer des programmes de l'Abonnement recus sur TV, l'abonné doit disposer d'un disque dur interne ou externe compatible relié à son décodeur TV.

Le disque dur, interne ou externe au décodeur TV, peut soit :

- pour un Abonnement avec un Décodeur CANAL : être mis à disposition par CANAL+ ou toute autre personne désignée par elle à titre gratuit ou au titre d'une location ou, être acquis par l'abonné, auprès d'un tiers, sous réserve de sa compatibilité avec le Décodeur Satellite CANAL dont dispose l'abonné (ci-après dénommé « Disque Dur CANAL »).

- pour un Abonnement avec un décodeur mis à disposition par un Opérateur Tiers ou acquis par l'abonné auprès d'un tiers : être mis à disposition de l'abonné par l'Opérateur Tiers ou, être acquis par l'abonné, auprès d'un tiers, sous réserve de sa compatibilité avec le décodeur dont dispose l'abonné.

4.4.2 CANAL+ ne saurait être tenue pour responsable :

- des pertes d'enregistrement consécutives à des opérations de maintenance (suite à une panne, un dysfonctionnement du décodeur, ou liées à des évolutions techniques nécessitant des mises à jour de logiciels) réalisées par CANAL+, ou en cas de force majeure (exemple : foudre...),
- des difficultés d'enregistrement résultant de l'interruption de fonctionnement temporaire

ou définitive du système satellitaire ASTRA ou de tout autre système qui pourrait lui succéder, quelle qu'en soit la cause, ou d'un débit Internet insuffisant pour les abonnés par ADSL ou Fibre,

- des difficultés d'enregistrement résultant de la modification ou du retard de la programmation annoncée,

- de la perte des données antérieurement stockées sur le Disque Dur.

4.4.3 Les enregistrements non protégés par l'abonné sont supprimés automatiquement par ordre d'ancienneté dans le cas où la mémoire d'enregistrement atteint son seuil maximum.

4.5 Sur un second écran TV

4.5.1 L'abonnement CANALPRO LIEUX PUBLICS (BARSAT) permet à l'abonné, sous réserve de disposer d'un équipement compatible, de disposer, en complément de son Décodeur CANAL ou du décodeur mis à disposition par un Opérateur Tiers, d'un second décodeur TV. Il peut ainsi diffuser simultanément, sur les différents écrans de son établissement, deux contenus différents de son abonnement CANALPRO LIEUX PUBLICS (BARSAT).

4.5.2 Pour les abonnés par Satellite, le second décodeur TV lui est remis et facturé par GROUPE CANAL+. Pour les abonnés par les Réseaux Filaires, le second décodeur TV sera remis par l'Opérateur Tiers dans les conditions fixées par ce dernier.

4.5.3 La réception des programmes de l'Abonnement sur un second écran TV implique l'obligation pour l'abonné d'installer et de brancher les deux décodeurs, quels qu'ils soient, au sein d'un même établissement (même dénomination sociale, même SIRET, même adresse).

4.5.4 La mise à disposition, l'utilisation, l'entretien et la restitution des seconds Décodeurs CANAL sont régis par les articles 5 et 11.

ARTICLE 5 - UTILISATION ET ENTRETIEN DES EQUIPEMENTS CANAL

L'ensemble des équipements de réception des programmes sur TV par le satellite remis par CANAL+ (Carte d'Abonnement CANAL, Décodeur CANAL et Disque Dur CANAL) sont ci-après dénommés « les Equipements CANAL ».

5.1 Les Equipements CANAL sont la propriété exclusive, incessible et insaisissable de CANAL+. Les Equipements CANAL ne pourront en aucun cas être cédés ou mis à disposition d'un tiers sous quelque forme que ce soit ou être utilisés par un tiers non abonné. Le Contrat d'Abonnement ne dégage pas l'abonné de sa responsabilité civile de gardien des Equipements CANAL.

5.2 L'abonné devra utiliser le décodeur et ses accessoires ainsi que la carte à mémoire numérique, mis à sa disposition, exclusivement pour un usage professionnel dans son établissement.

Ils ne pourront en aucun cas être utilisés, directement ou indirectement, en vue de permettre à un non-abonné de recevoir les Programmes auxquels donne accès l'Abonnement ou en vue de permettre à un abonné n'ayant pas la qualité de Titulaire de Points P.M.U. de recevoir la chaîne EQUIDIA.

5.3 L'abonné devra garder en sa possession les Equipements CANAL mis à sa disposition pendant toute la durée de l'Abonnement. Il s'engage à laisser libre accès à ces derniers à tout représentant de CANAL+ et autorise CANAL+ à rechercher et détecter, par quelque moyen que ce soit, toute tentative d'usage ou tout usage anormal ou frauduleux des Equipements. La détection d'une telle pratique anormale ou frauduleuse, entraîne l'invalidation immédiate et sans préavis de la carte à mémoire, et ce, sans préjudice des poursuites judiciaires et/ou des sanctions contractuelles et légales applicables en pareille circonstance. Le présent contrat d'Abonnement ne dégage pas l'abonné de sa propre responsabilité civile de gardien des Equipements CANAL ainsi mis à sa disposition.

5.4 L'abonné ne pourra utiliser, pour la diffusion des Programmes auxquels donne accès l'Abonnement, aucune autre carte à mémoire numérique que celle mise à sa disposition dans le cadre du présent contrat.

Dans le cas où l'abonné serait également abonné individuel à CANAL+, il s'interdit d'utiliser les Equipements CANAL mis à sa disposition dans le cadre de ce contrat d'abonnement pour toute diffusion publique.

5.5 CANAL+ s'engage pendant toute la durée de l'Abonnement à assurer ou faire assurer gratuitement l'entretien normal des Equipements mis à disposition dans le cadre du présent contrat d'Abonnement (à l'exclusion de tout autre matériel ou accessoire ou carte), et à maintenir ces Equipements en bon état de marche.

En cas de panne, l'abonné devra rapporter le ou les Equipements au distributeur agréé CANALPRO auprès duquel ils ont été retirés ou à tout autre distributeur agréé CANALPRO pour test, réparation ou remplacement sous 48 heures ouvrées.

L'abonné s'interdit formellement d'effectuer toute ouverture, intervention technique, transformation ou modification sur les Equipements mis à sa disposition, à quelque fin que ce soit. L'abonné s'interdit expressément de détériorer ou de retirer l'étiquette mentionnant le numéro de série apposée sur l'arrière du décodeur.

5.6 En cas de disparition, détérioration ou destruction de tout ou partie des Equipements mis à disposition de l'abonné, quelle qu'en soit la cause, l'abonné devra en informer CANAL+ dans les 48 heures et en justifier (le cas échéant remise d'un récépissé de déclaration de vol, restitution du décodeur ou ses accessoires ou carte à mémoire numérique endommagés au distributeur agréé CANALPRO le plus proche).

L'abonné sera tenu d'indemniser CANAL+ à concurrence des frais de remise en état ou de la valeur de remplacement du décodeur et ses accessoires et de la carte à mémoire numérique, tels que précisés à l'article 11 et ce, quelle que soit la cause des dommages. La facturation sera effectuée par CANAL+ ou par tout autre organisme habilité par CANAL+.

5.7 En cas de non-respect des conditions énoncées ci-dessus, de disparition, de détérioration ou de destruction de tout ou partie des Equipements CANAL, l'abonné devra en informer CANAL+ dans les 48 heures et en justifier (le cas échéant par la remise d'un récépissé de déclaration de vol, ou restitution des Equipements CANAL endommagés à CANAL+ ou toute personne désignée par elle). L'abonné sera tenu d'indemniser CANAL+ à concurrence des coûts de remise en état ou de remplacement de tout ou partie des Equipements CANAL, sauf preuve par celui-ci de son absence de faute et sous réserve de la garantie légale à la charge de CANAL+.

5.8 CANAL+ ne saurait en aucun cas être tenue pour responsable en cas de disparition, perte, destruction, panne ou dysfonctionnement et, plus généralement, tout dommage ou événement susceptible d'affecter des équipements non fournis par CANAL+ ou des Equipements CANAL utilisés de manière anormale ou frauduleuse.

ARTICLE 6 – ENTREE EN VIGUEUR - DUREE DE L'ABONNEMENT

6.1 Le contrat d'Abonnement entre en vigueur à compter de sa date de signature et expirera à l'issue d'un délai de 12, 24, 36, 48 ou 60 mois selon la formule choisie à compter

du premier jour du mois suivant la date de signature de l'Abonnement.

6.2 En cours d'Abonnement, l'abonné aura la faculté, par simple appel au Service Client CANALPRO Lieux Publics au 0 805 806 500 (service et appel gratuits), d'ajouter à la formule d'Abonnement CANALPRO Lieux Publics (BARSAT) initialement souscrite toute autre formule d'abonnement et/ou, le cas échéant, le(s) option(s) disponible(s).

CANAL+ Service CANALPRO confirmera à l'abonné CANALPRO Lieux Publics (BARSAT) la modification de son Abonnement en lui indiquant le nouveau tarif applicable. La date d'échéance du contrat d'Abonnement CANALPRO Lieux Publics (BARSAT) initial sera inchangée.

6.3 Sauf dénonciation par écrit par lettre recommandée avec accusé de réception un mois avant son échéance, l'Abonnement CANALPRO Lieux Publics (BARSAT) se poursuit par tacite reconduction pour des périodes égales à douze (12) mois et ce, sauf application des dispositions de l'article 10.

6.4 La résiliation de l'abonnement CANALPRO Lieux Publics (BARSAT) sera effective à l'échéance de l'Abonnement, sauf application de l'article 10.

ARTICLE 7 - INTERRUPTION DU SERVICE

CANAL+ ne saurait être tenue pour responsable en cas d'interruption temporaire ou définitive qui n'est pas de son fait et qui est imputable, soit à l'abonné, soit au fait imprévisible et insurmontable d'un tiers, soit à un cas de force majeure.

ARTICLE 8 - TARIFS DE L'ABONNEMENT – FRAIS D'ACCES

8.1 Le tarif de l'abonnement CANALPRO LIEUX PUBLICS (BARSAT) est celui en vigueur au jour de la souscription, puis aux dates de renouvellement.

Il est calculé sur 12 mois malgré le caractère saisonnier de certaines compétitions sportives proposées dans le cadre de ladite formule d'abonnement.

Le tarif varie en fonction du nombre d'écrans présents au sein de l'établissement abonné. Ce dernier s'engage à déclarer au jour de la souscription de son abonnement le nombre d'écrans dont il dispose au sein de son établissement et à informer CANAL+ de toute modification de ce nombre d'écrans pendant la durée de son abonnement et de son/ses éventuel(s) renouvellement(s). Il est précisé que CANAL+ se réserve le droit de procéder à un contrôle de ce nombre d'écrans à tout moment.

8.2 Des frais d'accès à l'abonnement CANALPRO LIEUX PUBLICS (BARSAT) d'un montant de 61,63 € (soixante et un euros soixante-trois centimes) HT (soit, au taux de TVA de 10%, 65,94 € (soixante-cinq euros quatre-vingt-quatorze centimes) TTC sont dus par l'abonné à titre forfaitaire et définitif lors de la souscription de l'Abonnement CANALPRO LIEUX PUBLICS (BARSAT) et ne seront en aucun cas remboursés quelle que soit la durée effective du contrat d'Abonnement.

En cas de changement par CANAL+ du tarif de l'Abonnement CANALPRO LIEUX PUBLICS (BARSAT), CANAL+ en informera l'abonné au moins deux mois avant la date d'échéance de l'Abonnement CANALPRO LIEUX PUBLICS (BARSAT).

Le changement de tarif de l'Abonnement CANALPRO LIEUX PUBLICS (BARSAT) n'interviendra qu'à compter de la date de renouvellement de l'Abonnement CANALPRO LIEUX PUBLICS (BARSAT), sauf dénonciation dans les conditions prévues à l'article 6.3.

8.3 En cas de paiement par prélèvement automatique, un mandat est signé lors de la souscription par l'abonné de son contrat d'Abonnement.

Ce mandat est identifié par un numéro appelé "Référence Unique de Mandat" (ou RUM).

ARTICLE 9 - DEPOT DE GARANTIE

9.1 Un dépôt de garantie est versé par l'abonné au moment de la souscription de l'Abonnement lors de la remise à l'abonné du décodeur et ses accessoires et de la carte à mémoire numérique visés à l'article 4.2.3 ci-dessus. Son montant est de 75 € (soixante-quinze euros) pour le décodeur et ses accessoires et la carte à mémoire numérique.

9.2 Il sera remboursé intégralement à l'abonné dans un délai de 2 (deux) mois à compter de la réception par CANAL+ ou par tout organisme habilité, du certificat de restitution de la totalité des Equipements et ce, sous réserve de l'application de l'article 10.3 ci-dessus.

9.3 Le remboursement du dépôt de garantie sera effectué sous déduction éventuelle du montant des impayés dus par l'abonné au titre de l'Abonnement CANALPRO LIEUX PUBLICS (BARSAT), du coût de remplacement ou de remise en état du décodeur et ses accessoires et de la carte à mémoire numérique mis à la disposition de l'abonné, ainsi que de toutes autres sommes dues à CANAL+.

ARTICLE 10 – RESILIATION

10.1 CANAL+ pourra, sans préjudice de tous dommages-intérêts comme de toute action en justice, considérer l'Abonnement résilié de plein droit, moyennant simple notification écrite en cas :

- de perte par l'abonné de sa qualité de Titulaire de Points P.M.U. dans le cas où il est exclusivement abonné à la formule d'abonnement BARSAT PASSION PMU (dans le cas où il est également abonné à une autre formule d'abonnement, son abonnement est résilié uniquement pour ce qui concerne la formule d'abonnement BARSAT PASSION PMU),
- de fermeture de l'établissement résultant d'une décision d'une autorité administrative ou d'un tribunal, ou de toute autre cause,
- de non-paiement par l'abonné des sommes dues en tout ou partie à CANAL+, 15 jours après mise en demeure restée infructueuse,
- de non-obtention des autorisations et/ou de non-paiement des droits tels que prévus à l'article 3 ci-dessus,
- d'utilisation de tout ou partie des Equipements mis à disposition par CANAL+ en dehors du territoire défini à l'article 1,
- d'intervention technique non autorisée sur tout ou partie du décodeur et ses accessoires et de la carte à mémoire numérique mis à disposition de l'abonné,
- de mise à disposition de tout ou partie du décodeur et ses accessoires et de la carte à mémoire numérique à des tiers sous quelque forme que ce soit,
- d'agissements visant à permettre la réception de tout ou partie des Programmes auxquels donne accès l'Abonnement dans un lieu autre que l'établissement de l'abonné, et plus généralement en cas d'utilisation anormale ou non autorisée du terminal numérique et ses accessoires et de la carte à mémoire numérique.

10.2 Au titre des accords passés entre CANAL+ d'une part et la Fédération Nationale des Courses Françaises et/ou le P.M.U. d'autre part, CANAL+ se réserve la faculté d'arrêter la diffusion de la chaîne EQUIDIA si CANAL+ n'est plus habilité à concéder aux

Titulaires de Points P.M.U. le droit de procéder à la représentation publique des chaînes EQUIDIA et ce, sans que l'abonné ne puisse prétendre à aucune indemnité de quelque nature que ce soit. Dans ce cas, l'Abonnement CANALPRO LIEUX PUBLICS (BARSAT) à la seule formule d'abonnement BARSAT PASSION PMU sera résilié de plein droit.

10.3 Dès notification de la résiliation, CANAL+ , procédera ou fera procéder à la désactivation de la carte à mémoire numérique.

Le décodeur et ses accessoires et la carte à mémoire numérique mis à la disposition de l'abonné devront être restitués dans les conditions précisées à l'article 11 et ce, sans préjudice de toutes sommes dues au titre de l'Abonnement CANALPRO LIEUX PUBLICS (BARSAT) jusqu'à la date de restitution de l'ensemble des Equipements (le décodeur, ses accessoires et la carte à mémoire numérique), coût de remise en état ou de remplacement de tout ou partie du décodeur et ses accessoires ou de la carte à mémoire numérique, frais de recouvrement des créances, frais de récupération du décodeur et ses accessoires et de la carte à mémoire numérique, frais de rejet de prélèvements bancaires et plus généralement, toutes autres sommes dues à CANAL+.

ARTICLE 11 – RESTITUTION DES EQUIPEMENTS CANAL

A l'expiration du contrat d'Abonnement, quelle qu'en soit la cause, les Equipements CANAL mis à disposition de l'Abonné CANALPRO LIEUX PUBLICS (BARSAT) devront être restitués par ce dernier dans un délai d'un mois selon les modalités communiquées par CANAL+ . A défaut de restitution dans ce délai de la totalité des Equipements CANAL, CANAL+ percevra, jusqu'à la date de remise effective desdits Equipements, une indemnité journalière d'immobilisation égale à un dixième du prix mensuel de l'Abonnement qui sera retenue sur le dépôt de garantie versé par l'abonné.

Tout Equipement manquant lors de la restitution sera facturé à l'abonné comme suit :

140€ pour tout Décodeur CANAL,

200€ pour tout Décodeur CANAL avec Disque Dur CANAL,

60€ pour tout Disque Dur CANAL,

15€ pour toute Carte d'Abonnement,

10€ pour un bloc alimentation,

15€ pour une télécommande,

5€ pour chaque câble manquant (HDMI, péritel, téléphone, alimentation etc.)

Le montant de l'indemnité s'imputera sur le montant du dépôt de garantie versé initialement par l'abonné dans les conditions prévues à l'article 9. La non-restitution des Equipements CANAL expose l'abonné à des poursuites pénales.

Lors de la restitution par l'abonné des Equipements CANAL, un Certificat de Restitution du Matériel (CRM) sera établi. Sur la base de ce CRM, CANAL+ /GROUPE CANAL+ pourra procéder à un contrôle du bon fonctionnement et de l'intégrité des Equipements CANAL et se réserve le droit, si le fonctionnement ou l'intégrité sont affectés, de facturer l'abonné à due concurrence du montant des réparations nécessaires.

ARTICLE 12 – CONTACTS/DONNEES PERSONNELLES

12.1 L'abonné peut contacter CANAL+ /GROUPE CANAL+ par courrier adressé au Service Clients CANALPRO dont l'adresse, à la date de publication des présentes Conditions Générales d'Abonnement, est la suivante : Direction des Marchés Professionnels, 1, place du Spectacle 92130 ISSY LES MOULINEAUX, par téléphone au 0 805 806 500 (Services et appels gratuits) du lundi au vendredi de 9h à 19h et le samedi de 10h à 18h, par internet sur le site www.canalpro.fr ou par email à l'adresse service.collectivites@canal-plus.com. Pour les demandes relatives à la bonne exécution du Contrat d'Abonnement ou au traitement d'une réclamation, l'abonné peut appeler, à la date de publication des présentes CGA, le 0 805 806 500 (service et appels gratuits) du lundi au vendredi de 9h à 19h et le samedi de 10h à 18h.

12.2 Dans le cadre de son abonnement, l'abonné est amené à fournir à CANAL+ /GROUPE CANAL+ des données personnelles le concernant. Le traitement de ces données est nécessaire à l'exécution du contrat d'abonnement et est réalisé conformément à la réglementation applicable à la protection des données personnelles et notamment, la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978 telle que modifiée et le règlement européen relatif à la protection des données personnelles du 14 avril 2016 (ci-après « la réglementation applicable à la protection des données personnelles »). L'abonné dégage CANAL+ /GROUPE CANAL+ de toute responsabilité liée aux litiges internes d'ordre privé liés à l'utilisation de l'abonnement par les éventuels clients des Lieux Publics qu'ils soient mineurs ou majeurs.

12.3 Les données personnelles de l'abonné sont destinées à CANAL+ /GROUPE CANAL+ et à ses sous-traitants assurant la fourniture des services objets de l'abonnement et, le cas échéant, à ses partenaires en conformité avec la réglementation applicable à la protection des données personnelles. Les données personnelles pourront également être communiquées à des organismes publics, auxiliaires de justice, officiers ministériels, afin de se conformer à toute loi ou réglementation en vigueur, à qui CANAL+ /GROUPE CANAL+ serait tenue de répondre (demande judiciaire ou administrative).

12.4 Les informations recueillies sont traitées par le Groupe CANAL+ à des fins de gestion, statistiques, prospection commerciale et pour des services adaptés aux besoins de l'abonné. Elles sont conservées pendant toute la durée du contrat et le temps de prescription légale. Les données personnelles sont traitées pour la gestion administrative, technique et commerciale du Contrat d'Abonnement ainsi qu'à des fins de mesures d'audience, de suivi de qualité, de paiement des ayants droit, de prospection commerciale ou encore à des fins de détection des fraudes aux droits de CANAL+ /GROUPE CANAL+ et pour la gestion des contentieux. Les informations facultatives sont destinées à mieux connaître l'abonné et ainsi à améliorer les services qui lui sont proposés.

12.5 CANAL+ /GROUPE CANAL+ pourront adresser à l'abonné, dans le respect de la réglementation applicable à la protection des données personnelles, par tout moyen (courrier postal, email, téléphone), des informations lui permettant de mieux connaître les services de CANAL+ /GROUPE CANAL+ ainsi que des propositions commerciales. L'abonné autorise CANAL+ /GROUPE CANAL+ à collecter les données d'usage de son Abonnement à des fins de suivi de qualité ou d'optimisation de son expérience et afin de définir des typologies d'utilisateurs permettant de recommander des programmes ou des produits et services adaptés à ses besoins et/ou usages. Par ailleurs, l'abonné autorise CANAL+ /GROUPE CANAL+ à procéder à l'enregistrement des échanges téléphoniques à des fins de suivi de qualité. Pour exercer son droit d'opposition à l'utilisation de ses données d'usage, l'abonné peut écrire à CANAL+ /GROUPE CANAL+ dans les conditions définies à l'article 13.10 ci-après.

12.6 Les données personnelles de l'abonné font l'objet d'un archivage électronique par

CANAL+ /GROUPE CANAL+ pendant toute la durée de souscription à l'abonnement et pendant les durées légales de conservation et de prescription.

12.7 Les données personnelles de l'abonné peuvent être transférées à des prestataires techniques hors de l'Union Européenne, dans le strict respect des conditions de protection prévues par la réglementation applicable à la protection des données personnelles.

12.8 CANAL+ /GROUPE CANAL+ peuvent, dans le respect de la réglementation applicable à la protection des données personnelles, communiquer les coordonnées de l'abonné à des partenaires commerciaux, susceptibles de lui adresser des offres commerciales. L'abonné ne peut être sollicité par courrier électronique ou sms sans consentement de sa part. L'abonné est par ailleurs informé que l'accès, sur des applications ou des sites internet édités par des tiers, à certains contenus, programmes ou services inclus dans son abonnement se fait conformément aux conditions générales d'utilisation desdits sites ou applications.

12.9 L'abonné dispose des droits d'accès, rectification, opposition, effacement, limitation et de portabilité, qu'il peut exercer en écrivant à service.collectivites@canal-plus.com ou Direction des Marchés Professionnels, 1, place du Spectacle 92130 ISSY LES MOULINEAUX avec un justificatif d'identité.

12.10 L'abonné a la possibilité d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL).

ARTICLE 13 – OPTION PARTIES COMMUNES D'UNE COLLECTIVITE

13.1 Les hôtels, résidences hôtelières, cliniques, hôpitaux, maisons de retraite, EHPAD, résidences service ou tout établissement de cette nature (ci-après « COLLECTIVITES ») peuvent souscrire à un Abonnement en option d'un abonnement CANALPRO COLLECTIVITES pour l'ensemble de leurs chambres ou appartements.

13.2 CANAL+ pourra, sans préjudice de tous dommages-intérêts comme de toute action en justice, considérer cet Abonnement résilié de plein droit, moyennant simple notification écrite en cas de résiliation du contrat principal CANALPRO COLLECTIVITES.

13.3 L'abonné est informé que la date d'échéance de son Abonnement est celle de l'abonnement CANALPRO COLLECTIVITES souscrit à titre principal.

13.4 Il est précisé que l'arrêt de la commercialisation de l'option sera sans incidence sur la poursuite de l'Abonnement CANALPRO COLLECTIVITES.

ARTICLE 14 – LES AUTRES OPTIONS

14.1 Selon la formule d'abonnement CANALPRO LIEUX PUBLICS (BARSAT) choisie, l'abonné CANALPRO LIEUX PUBLICS (BARSAT) peut souscrire à une ou plusieurs options en complément de son abonnement CANALPRO LIEUX PUBLICS (BARSAT) (ci-après "l'Abonnement Principal").

14.2 L'abonné est informé que la date d'échéance de l'option choisie est celle de l'Abonnement Principal souscrit.

14.3 Il est précisé que l'arrêt de la commercialisation de l'option sera sans incidence sur la poursuite de l'Abonnement Principal.